

L'enjeu de la sortie de crise

Michel Husson, *Regards*, février 2011

La sortie de Manuel Valls sur le « déverrouillage » des 35 heures ne mérite pas d'être commentée, tant elle fait preuve d'ignorance doublée de bêtise. Mais elle soulève une question simple : que dit la gauche ? Les réactions du PS ont consisté à défendre l'héritage de Jospin et d'Aubry devant cette attaque venue de l'intérieur. Mais le PS est-il pour renouer avec la réduction du temps de travail ?

Ce devrait être une question centrale. Dans l'Union européenne à 15, le nombre de chômeurs est passé, entre 2008 et 2010, de 13 à 18,4 millions. Cela aurait pu être encore pire sans les dispositifs de maintien des emplois, et sans les retraits du marché du travail de personnes qui deviennent inactives et disparaissent des statistiques du chômage. A moyen terme, sur la base de prévisions de croissance raisonnables, le taux de chômage ne devrait reculer que très lentement et il stagnerait en cas de retours sur le marché du travail¹.

Il n'est pas sérieux de compter sur la croissance, pour plusieurs raisons : parce qu'elle ne se décrète pas ; parce que ses « fruits » sont depuis longtemps accaparés par une minorité ; parce que la lutte contre le réchauffement climatique appelle d'autres solutions². Mieux vaudrait reprendre le dossier de la réduction du temps de travail et, plus largement inverser la logique qui fait dépendre l'emploi de la croissance, en partant de cette question : quels emplois utiles pour quels besoins sociaux ?

Le projet marcherait alors sur deux jambes : dans le privé, reprise de la RTT, vers les 32 heures, sans commettre les mêmes erreurs que lors du passage aux 35 heures. Cela implique en particulier des créations proportionnelles d'emplois, de manière à ne pas augmenter la pénibilité du travail. Dans le secteur public au sens large : création d'emplois socialement et écologiquement utiles. Cette feuille de route est claire, légitime, et constitue une véritable alternative aux politiques néolibérales qui nous ont conduit au désastre actuel.

D'où la question : pourquoi ce projet n'est-il pas porté par l'ensemble de la gauche ? La réponse est fondamentalement politique, plutôt que strictement économique. La condition de réalisation d'un tel programme passe en effet par une modification radicale de la répartition des revenus. Moins de dividendes pour les actionnaires et plus de masse salariale pour payer les emplois créés et financer la protection sociale ; une fiscalité plus juste pour financer les emplois publics. Économiquement, cela peut fonctionner, compte tenu des masses considérables détournées depuis des années par les actionnaires et les bénéficiaires des cadeaux fiscaux.

Le vrai débat porte alors sur la question de savoir s'il est possible d'imposer un tel changement à la minorité sociale qui profite des inégalités actuelles. C'est une question politique : un tel affrontement social est-il possible ou souhaitable ? Et cette interrogation pèse sur l'ensemble du mouvement social qui est partagé entre deux sentiments. Il y a d'un côté une perception très claire de ce qui se joue : les dominants veulent conserver leurs privilèges et feront tout pour revenir à la case départ d'avant la crise. En même temps, le doute ou la résignation conduisent à penser qu'une remise en cause de cette situation est hors de portée. Il est frappant de ce point de vue de constater que la profondeur et la violence de la crise n'ont pas infléchi les programmes de la gauche traditionnelle, qui ne se distingue en rien, là où elle est au pouvoir – que ce soit en Grèce ou en Espagne – dans sa gestion de la crise.

On a le droit d'être pessimiste sur l'évaluation du rapport de forces. Mais on n'a pas le droit de suggérer qu'il pourrait être possible de faire reculer le chômage ou d'enclencher la transition écologique, tout en conservant l'actuelle répartition des revenus. Toute proposition contraire est une tromperie. Quant à l'idée d'allonger la durée du travail, c'est évidemment une aberration. Pour sortir de cette impasse stratégique et élargir le champ du possible, il faudrait une plate-forme commune de la gauche radicale. La distance qui nous en sépare mesure son incapacité à prendre la mesure des défis de la crise.

¹ voir [Le poids de la crise sur l'emploi en Europe](#), note *hussonet* n°20, septembre 2010.

² voir « [Pourquoi la croissance n'est pas la solution](#) », édito de la Lettre du Conseil scientifique d'Attac, n°37, décembre 2010.